



Revue de presse



Jeudi 13 Janvier 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La Cour des comptes publie son rapport annuel 2021

La Cour des comptes a annoncé mardi la publication intégrale de son rapport annuel 2021, sur son site-web. La publication du rapport intervient "en application de l'article 199 de la Constitution", souligne la Cour des comptes dans un communiqué.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Cour des comptes: la maturation des projets et la planification de l'activité soulignée

L'intérêt de la maturation des projets et de la planification des activités des différents organismes et institutions du pays a été souligné dans le rapport annuel 2021 de la Cour des comptes.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La Cour des comptes a produit 758 rapports de contrôle en 2019

La Cour des comptes a produit, au titre de l'exécution du programme de 2019, un nombre de 758 rapports de contrôle, a indiqué l'institution dans son rapport annuel rendu public sur son site web. Ces rapports de contrôle se répartissent sur 155 rapports de contrôle portant sur la qualité de la gestion et 603 rapports à fin d'apurement des comptes de gestion des comptaibles publics, a précisé l'institution.



CRÉANCES DOUTEUSES ET FAIBLESSE DES CRÉDITS AUX ENTREPRISES

Le constat négatif de la Cour des comptes sur la Cnep-Banque. En 2019, les crédits accordés par la Cnep-Banque dans le cadre de son activité de banque commerciale s'élèvent à 626,05 milliards de dinars, dont un quart environ sont des créances douteuses, selon la Cour des comptes.



INVESTISSEMENTS

Levée des restrictions sur près de 500 projets

Le médiateur de la République, Brahim Merad, a annoncé la levée des restrictions sur près de 500 projets d'investissement sur un total de 787 projets à l'arrêt pour des raisons bureaucratiques, notant que cette démarche est susceptible de générer près de 40 000 emplois.

Dans une déclaration à l'APS, M. Merad a souligné que depuis la tenue de la conférence nationale sur la relance industrielle, le 4 décembre dernier, au cours de laquelle le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait souligné l'importance de lever le gel sur les projets finalisés suspendus pour des raisons bureaucratiques, "on a recensé 787 projets d'investissement suspendus en raison de blocages administratifs".



POUR CONTESTER LE NOUVEAU RÉGIME FISCAL

Les avocats en grève à partir d'aujourd'hui

En déclenchant cette action d'envergure, les avocats espèrent que les hautes autorités du pays reverront leur copie concernant le nouveau régime fiscal qui leur est imposé par la force de la loi de finances 2022.

Les robes noires entreront, à compter d'aujourd'hui, en grève illimitée pour dénoncer le nouveau régime fiscal découlant de l'application de la loi de finances 2022. Décidée lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 8 janvier dernier à Constantine, la décision de recourir au débrayage avait été entérinée à la majorité absolue de 23 sur les 24 barreaux du pays.



ASSISES NATIONALES DE LA SANTÉ L'UNPSP

dénonce sa marginalisation

Les syndicats du secteur de la santé ont affiché leur exclusion des Assises nationales de la santé tenues en début de semaine. Ainsi, après le Snechu, le SNPSP et le SAP, c'est au tour de l'Union nationale des personnels de santé publique (UNPSP) de monter au créneau pour dénoncer sa marginalisation.



VENU DE L'ÉTRANGER POUR LANCER DEUX PROJETS À NAÂMA

Un investisseur s'en remet au président Tebboune

Un investisseur algérien venu de l'étranger pour lancer deux grands projets dans la wilaya de Naâma vient d'interpeller le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour dénoncer les blocages auxquels il fait face. Dans une lettre ouverte adressée au chef de l'État, dont nous détenons une copie, ce promoteur a indiqué qu'il ambitionnait de réaliser une unité industrielle de transformation de bitume et de fabrication d'émulsions dans la commune de Moghrar et un aquaparc dans la commune de Naâma.



ÉVALUATION DU PARTENARIAT-PRIVATISATION DE LA FILIÈRE CIMENT

La Cour des comptes relève plusieurs lacunes

Le partenariat entre entreprises publiques économiques et sociétés étrangères dans la filière de l'industrie du ciment n'a pas permis de mettre à niveau les outils de production des entités concernées.



LE CONSTAT DE LA COUR DES COMPTES

Contraintes et insuffisances dans le fonctionnement de l'ADE

L'impact des programmes d'investissement consacrés par l'État visant l'amélioration de la satisfaction des besoins des populations en eau potable en quantité suffisante et qualité requise, reste tributaire de l'amélioration de la gestion du service public de l'eau par l'opérateur public ADE, estime la Cour des comptes.



[Abderrahmane Hadj-Nacer \(ancien gouverneur de la Banque d'Algérie\) :«FMI et Banque mondiale, des instruments de domination»](#)

Au feu nourri auquel sont soumises les institutions financières et monétaires internationales que sont le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM), pas uniquement en Algérie, se joignent des voix d'un peu partout, comme ce fut le cas, il y a deux jours, de celle de l'ex-gouverneur de la Banque d'Algérie, Abderrahmane Hadj-Nacer.



Gestion des deniers et patrimoine publics: Les 34 recommandations de la Cour des comptes

Dans son rapport annuel 2021, la Cour des comptes a émis 34 recommandations visant à renforcer les mécanismes de contrôle interne et à asseoir une gestion saine et performante des deniers et patrimoine publics. Selon les résultats des enquêtes, et au titre des administrations de l'Etat, la Cour des comptes a réitéré ses précédentes constatations concernant l'absence de maîtrise de la conception et la mise en œuvre des différents programmes d'équipements publics, laquelle a souvent été à l'origine de dépassements dans les coûts et les délais de leur réalisation.



Collectivités locales: Le carton rouge de la Cour des comptes

Dans son rapport annuel 2021, la Cour des comptes a consacré la moitié du document, soit 250 pages sur plus de 500 que contient le rapport, à la gestion de dizaines de communes relevant d'une vingtaine de wilayas du pays sur des aspects de «services publics communaux», dont la «réalisation et la gestion des cantines scolaires», «les espaces verts et l'éclairage public», le «pilotage et à la mise en œuvre des programmes d'amélioration urbaine» et la «réhabilitation du parc immobilier des communes».



LES PRESSIONS INFLATIONNISTES S'ACCENTUENT

Menace sur l'économie mondiale

● Le dernier rapport de la Banque mondiale (BM) sur les perspectives économiques mondiales publié ce 11 janvier prévoit un ralentissement «prononcé» jusqu'en 2023. ● Les pressions inflationnistes sont donc parmi les conséquences les plus redoutables de la situation actuelle.

La montée de l'inflation et la menace de nouveaux variants de la Covid-19 à travers de nombreux pays risquent de compliquer davantage la situation de l'économie mondiale.

ÉVALUATION DU PARTENARIAT ÉTRANGER AU SEIN DES CIMENTERIES PUBLIQUES

«Un transfert de savoir-faire insuffisant» selon la Cour des comptes

L'évaluation du partenariat des Entreprises publiques économiques (EPE) de la filière ciment avec des entreprises étrangères a révélé, selon la Cour des comptes, un certain nombre d'insuffisances dont notamment la non-concrétisation du transfert de l'expertise et du savoir-faire étrangers en matière de management, tel que prévu dans les contrats signés entre 2005 et 2008. Le rapport annuel 2021 de la Cour des comptes, basé sur une investigation réalisée en 2019, indique que «les objectifs contractuels de production fixés dans les contrats de management de quatre cimenteries sur les cinq – concernées par le rapport – et l'objectif de mise à niveau de leurs outils de production n'ont pas été atteints, en dépit des opportunités qu'offrait le marché national du ciment, la rentabilité des cimenteries et de leur aisance financière».

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Comment l'Etat va gérer les biens confisqués

La question de la récupération des biens des oligarques, condamnés par la justice algérienne pour corruption, est revenue avec insistance ces derniers mois. Le gouvernement fixe les modalités de gestion des biens et des fonds récupérés, par décision de justice, dans le cadre de la lutte contre la corruption. En effet, deux décrets ministériels fixant les règles de cette gestion ont été publiés dans le Journal officiel n°96 du 26 décembre 2021. Le premier définit la nomenclature des recettes et des dépenses du Fonds des avoirs et biens confisqués ou récupérés ainsi que les modalités de son suivi.

CONTESTATION DES NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES IMPOSÉES À LA CORPORATION

Les robes noires en grève illimitée à partir de demain. Les robes noires passent à l'acte et optent pour une grève illimitée à partir de demain en riposte au nouveau système d'imposition contenu dans la loi de finances 2022 entrée en vigueur au début de l'année. Ainsi, le travail judiciaire sera boycotté dès ce jeudi dans toutes les instances judiciaires et engendrera la paralysie des tribunaux et des cours de justice à l'échelle nationale.

SUR 787 PROJETS À L'ARRÊT POUR DES RAISONS BUREAUCRATIQUES

Près de 500 projets d'investissement débloqués

«La médiation de la République a œuvré à la levée des obstacles et à la réouverture d'un nombre important d'usines pour y relancer la production et, partant, concourir à la création de la dynamique économique escomptée.»

Communiqué

La Banque de développement lance sa finance islamique El Badil La Banque de développement local annonce le lancement, le lundi 10 Janvier 2022, de sa finance islamique dénommée El Badil.

Dans une première étape la finance islamique El Badil. de la BDL sera au proposée sous forme de guichets au niveau des neuf agences BDL suivantes : Agence Staouéli - 158, Agence Alger Centre - 107, Agence Constantine -318, Agence Ghardaïa - 185, Agence Oran - 420, Agence Sétif - 374, Agence Sidi Yahia Alger - 114, Agence Baraki Alger - 108 et Agence Hussein Dey Alger - 104. Ces neufs guichets islamiques seront opérationnels progressivement durant le mois de janvier 2022 et atteindront un total de cinquante d'ici la fin de l'année 2022.



[La Cour des comptes publie le rapport annuel 2021 : Consacrer la transparence dans la gestion des fonds publics](#)

La Cour des comptes a annoncé mardi dernier la publication intégrale de son rapport annuel 2021, sur son site-web. La publication du rapport intervient «en application de l'article 199 de la Constitution», souligne la Cour des comptes dans un communiqué.

Le rapport reprend les principales constatations, observations et appréciations résultant des travaux d'investigations de la Cour des comptes ainsi que les recommandations qu'elle estime devoir formuler à l'endroit des gestionnaires, précise la même source.

[Souhil Meddah, expert financier, à propos du rapport de la Cour des comptes : «Les spécialités de base produisent un savoir-faire»](#)

El Moudjahid : La Cour des comptes incite également à définir «avec rigueur « les clauses du contrat de management dans le cadre du partenariat des EPE avec les sociétés étrangères et à codifier davantage les conditions d'exercice des activités accessoires des établissements publics de la formation professionnelle «pour éviter toute ambiguïté». Quelles sont, selon vous, les ambiguïtés que veulent relever les rédacteurs du rapport ?

Souhil Meddah : Au sein du secteur de la formation professionnelle, il existe plusieurs types d'établissements qui sont orientés vers des activités principales et autres secondaires. La distinction entre les types d'activités s'applique d'abord de façon générale par rapport à la nature du service offert ou demandé, mais aussi par rapport aux caractères disponibles chez chacun des établissements incorporés dans un ou les types d'activités mentionnées.



[Le Brent, référence du pétrole algérien, à plus de 84 dollars](#)

Les Américains «chauffent» le baril

La demande de pétrole des Etats- Unis doit augmenter de 840 000 b/j, selon un rapport publié, ce mardi par l'Agence américaine d'information sur l'énergie. L'annonce a été prise au pied de la lettre. Les cours de l'or noir se sont carrément envolés. Le baril de la mer du Nord pour livraison en mars, contrat le plus échangé à Londres, a bondi de 3,52% pour clôturer à 83,72 dollars. À New York, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en février a pris 3,82% pour s'inscrire à 81,22 dollars. Les prix de ces deux barils de référence du pétrole ont même atteint leur plus haut niveau, en séance, depuis le 10 et le 16 novembre 2021, respectivement.

Faiblesse des études, retards, surcoûts et violations des procédures dans les dépenses publiques

La Cour des comptes pointe les lacunes

Le Groupe Gica, la Cnep-Banque, les Epic Netcom et Extranet, ainsi que les établissements publics de la formation professionnelle sont pointés du doigt par la Cour des comptes.

Réhabilitée à la faveur de la dernière révision constitutionnelle, la Cour des comptes vient de rendre public son rapport annuel 2021, sur son site web. La publication qui comprend plus de 500 pages reprend les principales constatations résultant des travaux d'investigation de la Cour des comptes ainsi que ses recommandations. Structuré en quatre parties, les trois premières consacrées respectivement aux administrations de l'État, aux collectivités locales, aux établissements et entreprises publics et une quatrième partie, réservée aux moyens financiers, aux ressources humaines et aux activités internationales de la Cour des comptes.

Son rapport annuel fait allusion au manque de ressources

Ce qui manque à la Cour des comptes

Les experts de la Cour des comptes ont émis plusieurs réserves quant à la gestion de leur institution qui souffre de l'insuffisance de moyens techniques, humains et financiers.

La Cour des comptes bénéficie d'un intérêt grandissant par les premiers responsables de l'Etat ces derniers temps. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné aux responsables de cette institution de s'arrimer aux nouvelles mutations que connaît le pays, pour qu'elle puisse assurer sa mission de contrôle et de suivi des finances publiques, dans la perspective d'asseoir la bonne gouvernance financière.



الوزير الأول: "يناير" أحد مقومات الشخصية الجزائرية

قدم الوزير الأول، وزير المالية، أيمن بن عبد الرحمان، تهنئة للشعب الجزائري بمناسبة حلول السنة الأمازيغية 2972.

وقال الوزير الأول في رسالة تهنئة: "تحل علينا السنة الأمازيغية الجديدة 2972، والاحتفاء بيناير، على خطى آبائنا وأجدادنا، له طعم خاص"، يضيف الوزير الأول- إنه إحياء لتراثنا الأصيل ليتجذر أكثر في مجتمعنا كأحد مقومات الشخصية الجزائرية، وكتعبير عن التنوع الثقافي لبلدنا". وتابع: "أسفاس أمقاز، أسفاس أمربوح للجزائريين بالداخل والمهجر، وأتضرع إلى الله تعالى أن يكون "العام" حاملا للخيرات والبركات علينا جميعا".



وزارة المالية تحدد مدونة الإيرادات والنفقات

صندوق خاص بالأموال والأموال المصادرة من الفاسدين

تم تحديد مدونة إيرادات و نفقات الصندوق الخاص بالأموال والأموال المصادرة أو المسترجعة في إطار قضايا مكافحة الفساد وكذا كفيات متابعته وتقييمه، بموجب قرارين لوزارة المالية صدرا في الجريدة الرسمية رقم 96. ووفقا للقرار الأول، فإن إيرادات هذا الصندوق تتضمن على وجه الخصوص الأموال المصادرة بناء على أحكام قضائية نهائية، وهو ما يشمل الأرصدة الدائنة للحسابات البنكية بالدينار الجزائري، وبالعملة الصعبة مقيدة بالدينار الجزائري. كما يتضمن الأموال المسترجعة من الخارج، مقيدة بالدينار الجزائري.



استنفاير برلمانى وزيارة استطلاعية إلى مركز "كنيس"

187 ألف مليار.. ضرائب غير محصلة عن القيمة المضافة !

يتجه هذا الخميس، 10 أعضاء من لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطنى، منهم رئيس اللجنة وعضوان من المكتب و7 نواب إلى مقر المركز الوطنى للإعلام الألى والإحصائيات "كنيس"، التابع للجمارك بالعاصمة، فى إطار زيارة

استعلامية، للنظر في سبب تعطل تسديد وتحصيل الرسوم الجمركية، على رأسها الرسم على القيمة المضافة، بعدما تبين وفق تقرير تسوية الميزانية لسنة 2019، والمنتظر عرضه أمام اللجنة الأسبوع المقبل، أن بواقي تحصيل “الضرائب على القيمة المضافة” بلغت 1872 مليار دينار، أي ما يزيد عن 187 ألف مليار سنتيم.



الحكومة تطلق العملية.. و"الشروق" تنشر تفاصيلها:

مشاريع المناطق المصغرة.. آلية جديدة للشغل والثروة

أطلقت الحكومة آلية جديدة لتوفير مناصب الشغل وخلق الثروة، وهي “المناطق المصغرة للنشاط على مستوى البلديات”، وأكدت على ضرورة تفادي أخطاء تجربة 100 محل تجاري المعروفة بـ”محلات الرئيس”، وتم تحديد شهر جانفي الجاري موعدا لانطلاق عملية التهيئة، مع اختيار منطقتين إلى 3 مناطق مصغرة في كل ولاية.



هكذا يتم تبديد مال “البايك” في مشاريع “فنتوش”!

كشفت مجلس المحاسبة عن فضائح بالجملة مسّت قطاع الشباب والرياضة، وتحديدا في ولاية المدية، أين تم تبديد المال العام وتسجيل خروقات بالجملة لا تخرج عن إطار التعدي الصارخ على عقارات بعضها ملك للدولة وأخرى ملك لخواص، لإنجاز منشآت قبل تسوية وضعيتها القانونية، وقبل التحصل على رخص البناء، ناهيك عن التلاعب بتكاليف المشاريع بإعادة تقييمها لأزيد من مئة مرة، وكذا استلام مشاريع قبل انتهاء الأشغال فيها، وأخرى انطلقت فيها الأشغال، لكن من دون دراسات.

وزارة المالية تحدد مدونة إيرادات ونفقات صندوق الأموال والأموال المصادرة أو المسترجعة في قضايا مكافحة

الفساد

تم تحديد مدونة إيرادات ونفقات الصندوق الخاص بالأموال والأموال المصادرة أو المسترجعة في إطار قضايا مكافحة الفساد وكذا كفاءات متابعته وتقييمه، بموجب قرارين لوزارة المالية صدرا في الجريدة الرسمية رقم 96.

ووفقا للقرار الأول، فإن إيرادات هذا الصندوق تتضمن على وجه الخصوص الأموال المصادرة بناء على أحكام قضائية نهائية، وهو ما يشمل الأرصدة الدائنة للحسابات البنكية بالدينار الجزائري، وبالعملة الصعبة مقيدة بالدينار الجزائري. كما يتضمن الأموال المسترجعة من الخارج، مقيدة بالدينار الجزائري. وتتضمن الإيرادات أيضا ناتج بيع الممتلكات المصادرة بناء على أحكام قضائية نهائية أو المسترجعة، ويشمل ذلك الأموال المقابلة لناتج بيع الممتلكات المملوكة للأشخاص الطبيعيين أو المعنويين، والأموال المقابلة لناتج بيع الممتلكات المنقولة المملوكة للأشخاص الطبيعيين والمعنويين، وناتج بيع الحصص الاجتماعية والأسهم المملوكة للأشخاص الطبيعيين والمعنويين و كذا الأموال المقابلة لفائض القيمة الناتجة عن استغلال الممتلكات والقيم المصادرة.

EDITORIAL

El-Houari Dilmi

MÉNAGES SURENDETTÉS

Près de cent mille milliards de centimes de crédits ont été accordés par les banques en 2021. Principalement composé de crédits à l'habitat et de crédits à la consommation, ce montant astronomique dénote du niveau inquiétant de surendettement des ménages. Si, en effet, l'octroi de crédits aux ménages est considéré par les spécialistes comme un levier pour relancer la consommation intérieure et encourager à consommer algérien, la question qui se pose avec acuité aujourd'hui est celle de savoir si ces particuliers et les ménages sont conscients du risque du surendettement.

Depuis une décennie au moins, l'épargne des particuliers baisse au moment où le marché du crédit aux ménages et particuliers connaît un taux

annuel d'expansion à deux chiffres, sans pour autant alerter les autorités sur le risque du scénario américain et la fameuse crise des subprimes où des dizaines de familles ont été ruinées parce que surendettées.

Même si le crédit automobile a été suspendu, lâcher la bride aux crédits à la consommation, le segment de l'habitat notamment, a fait qu'aujourd'hui les établissements bancaires sont contraints à émettre des saisies-arêts pour récupérer leur argent. Cette procédure qu'effectue le créancier (le saisissant) pour bloquer les deniers à son débiteur (le saisi) se traduit

souvent par de longues batailles devant les tribunaux qui ordonnent, dans la majorité des cas, la saisie judiciaire du bien objet de litige. De plus en plus de ménages contractent plusieurs crédits à la fois, au risque de dépasser leur capacité de remboursement. Une bonne partie d'entre eux n'arrive pas à rembourser les traites, parce que le client n'est pas correctement informé sur la menace du surendettement. Concurrence oblige, les banques ne donnent pas suffisamment de temps à leurs clients pour décider et réfléchir avant d'emprunter, ce qui fait que les risques d'impayés s'accroissent dangereusement. Et si le crédit véhicule est débloqué prochainement comme promis par le gouvernement, la situation risque de virer carrément au cauchemar éveillé pour de nombreux ménages.

CORRUPTION

Les comptes des oligarques bloqués à l'étranger

En dépit de la lenteur observée dans le processus de récupération de l'argent et biens issus de la corruption à l'étranger, certaines informations confirment actuellement l'avancée dans les démarches entreprises par l'Algérie.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Des informations émanant de sources proches du dossier nous font, en effet, savoir que des pays vers lesquels ont été transférées d'importantes sommes d'argent ont gelé les comptes des personnes arrêtées, et des personnes morales (sociétés) et jugées dans le cadre de l'importante lutte contre la corruption déclenchée en Algérie depuis avril 2019.

Ces personnes ne sont autres que les anciens responsables et hommes d'affaires, surtout, actuellement détenus, mais seules celles faisant l'objet d'un jugement définitif sont concernées par la mesure. Jusqu'à l'heure, on sait que sur les quinze hommes d'affaires concernés, seuls sept d'entre eux ont été définitivement condamnés.

Ali Haddad, Mahieddine Tahkout, les frères Kouninef et Mourad Eulmi ont comparu dans de retentissants procès et respectivement condamnés à douze ans, quatorze ans, dix ans de prison, alors que les frères Kouninef ont, eux, été condamnés à des peines



Photos : DR

allant de six ans à douze ans. Leurs procès ont révélé les montants incroyables transférés à l'étranger. Mahieddine Tahkout est, à lui seul, l'auteur du transfert de 1 198 298 341,88 USD et 890 340,81 euros.

Les frères Kouninef ne sont pas en reste avec un transfert dont le montant s'élève à 1 198 298 341,88 USD et 890 340,81 euros. Les biens de Ali Haddad sont, eux, évalués à près de 300 millions d'euros. Nechnech Zoulikha, plus connue sous le nom de M^{me} Maya, qui se faisait passer pour la fille cachée de Abdelaziz Bouteflika, fait, elle aussi, partie des personnes définitivement condamnées. Son procès a révélé qu'elle avait transféré 1 550 000,00 euros.

On estime actuellement que le montant de l'argent se trouvant à l'étranger que doit récupérer l'Algérie s'élève à 4,5 milliards d'euros. Cette somme devrait,

cependant, être revue à la hausse à la fin des procès des autres hommes d'affaires (Metidji, Benamor, Cheïghoun...). La valeur de l'hôtel Palace, appartenant à l'ancien patron du FCE, s'élève, à elle seule, à 227 millions d'euros.

Si les comptes des personnes définitivement condamnées ont pu être gelés sans grosse résistance des pays concernés, il en est autrement pour les hommes d'affaires détenant la nationalité française qui doivent, eux, faire l'objet d'une autre procédure, nous dit-on.

Ce qu'il faut, d'autre part, savoir, c'est que l'argent et les biens qui doivent être récupérés se trouvent essentiellement répartis entre certains pays européens (France, Espagne, Italie, Suisse), le Canada, les Émirats arabes unis et, dans une moindre mesure, le Qatar. Le plus gros de ces biens

et comptes se trouve, cependant, en France et en Espagne. Il est clair que l'Algérie se trouve, elle, face à l'une des missions des plus délicates de son histoire. Les spécialistes en la matière la qualifient de précédant dans les annales de l'histoire du pays car « nous n'avons jamais vu autant d'argent transféré à la fois, autant de biens à récupérer à la fois, c'est unique ». Des avocats ont, à plusieurs reprises, plaidé pour la mise en place d'une agence nationale pour le recouvrement de l'argent et des biens transférés. « La récupération de cet argent relève, bien sûr, d'actions diplomatiques, politiques, mais elle est avant tout une affaire juridique », affirment plusieurs spécialistes en la matière tout en rappelant que l'Algérie avait signé, en 2003, une convention internationale liée à la lutte anti-corruption.

Dans une intervention faite en septembre dernier, le chef de l'État avait annoncé que « le processus était en bonne voie » et que plusieurs pays étrangers avaient émis des « signaux positifs » et qu'il fallait s'attendre à de « bonnes nouvelles ». Pour la première fois, il avait également fait état de l'existence de négociations « à l'amiable » concernant uniquement les personnes morales et avaient permis la récupération de quarante-quatre biens « de l'Algérie, dont des appartements et des châteaux ».

A. C.

POUR EXIGER UN RETOUR À L'IMPOSITION À LA SOURCE

Les avocats boycottent les audiences

Les avocats ne décolèrent pas et comptent exprimer leur mécontentement en entamant, dès aujourd'hui, un boycott pour une durée illimitée de l'ensemble des activités judiciaires. La décision a été prise par l'Union nationale des ordres des avocats (Unoa), qui continue de protester contre le régime d'imposition instituée par la loi de finances 2022. L'Unoa tient le ministre des Finances pour responsable de ce qu'elle qualifie de « blocage » et appelle, une fois de plus, à l'intervention du président de la République.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les avocats ne comptent visiblement pas accepter le fait accompli, et continuent de rejeter en bloc les dispositions de la loi de finances votée par les deux Chambres du Parlement, ratifiée par le président de la République et publiée au *Journal officiel*.

Dès aujourd'hui, les robes noires boycotteront les audiences et l'ensemble du travail judiciaire à travers l'ensemble des tribunaux, conformément aux décisions prises à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire de l'Union nationale des ordres des avocats (Unoa) tenue au club des avocats à Constantine, en date du 8 janvier dernier. Au cours de cette réunion, le président de l'Unoa, Brahim Tayeri, a rappelé les dispositions « arbitraires » de

la loi de finances 2022, qui prévoit un nouveau mode d'imposition avec la révision à la hausse des impôts de 12% à 50% de manière « injustifiée », la mise en place de mesures bureaucratiques « inefficaces », qui ne feront que rajouter du travail « inutile » aux avocats, la discrimination entre les différentes catégories concernées par l'impôt sur le revenu global (IRG), puisque les employés dont le revenu n'est pas supérieur à 360 000 dinars an en sont exemptés, alors que les avocats y sont soumis dès que leur revenu atteint les 240 000 dinars par an.

Le président de l'Unoa a rappelé à l'assistance, composée d'avocats représentant l'ensemble des barreaux, toutes les actions entreprises pour faire entendre depuis le mois d'août dernier, la



voix des avocats et le plaidoyer de l'Unoa en faveur d'une imposition à la source qui, selon l'Union nationale des ordres des avocats, est la seule garantie d'une justice face à l'impôt tout en rapportant le plus au Trésor public et en profitant aux justiciables. Après débat et délibérations, les avocats ont rappelé leur attachement à leur première proposition, à savoir le prélèvement à la source.

L'assemblée générale tient pour responsable le ministre des Finances de la situation de blocage actuelle en raison de la fermeture de tous les canaux de dialogue, en dépit des nombreuses correspondances qui lui avaient

été adressées. Tout en rappelant leur refus catégorique de se soumettre au nouveau régime d'imposition, les avocats affiliés à l'Unoa lancent un appel au président de la République afin que des dispositions transitoires soient prises en attendant l'élaboration de la loi de finances complémentaire dans laquelle les avocats réclament un retour à l'imposition à la source.

Le bureau de l'union a été mandaté pour prendre les décisions qui s'imposeront en fonction de l'évolution de la situation mais surtout de la réaction des pouvoirs publics.

N. I.

Rapport annuel mitigé de la Cour des comptes sur la gestion des projets publics

Le groupe Gica et la Cnep-banque «épinglés»

Dans son rapport public annuel, publié dans son intégralité mardi dernier sur son site web, la Cour des comptes a dressé un avis plutôt mitigé sur la qualité de service, le niveau de performance de certaines banques et entreprises publiques ainsi que le surcoût de leur transformation.

«Elle pointe des lacunes en matière de maîtrise des projets et note des manquements importants dans la conception et la mise en œuvre des différents programmes d'équipement publics, laquelle a souvent été à l'origine de dépassements dans les coûts et les délais de leur réalisation», lit-on dans ce rapport. Ce sont les principaux points d'intentions identifiés lors de l'élaboration de son bilan, dans lequel, la juridiction financière épingle le Groupe Gica, Cnep-Banque, les Epic Netcom et Extranet.

Elle estime que ces entreprises ne sont pas encore parvenues à atteindre «une gouvernance équilibrée et efficace de leurs activités», fustigeant ainsi leur rendement. Elle a relevé, entre autres, le manque de compétitivité et de la rigueur dans l'exécution des contrats de management conclus dans le cadre de partenariat des entreprises économiques publiques.

Dans l'une de ses recommandations, la Cour des comptes préconise à la Cnep-banque de «s'appuyer sur son réseau commercial pour développer l'offre de nouveaux produits, notamment les crédits aux entreprises et de conquérir, ainsi, une nouvelle clientèle», et ce, dans l'objectif de développer son réseau et ses activités suite «à la transformation de son statut». Un autre point de déception relevé par la juridiction financière, le manque de clarté dans la gestion des contrats de partenariats dans le secteur public, pointant l'absence de «ri-



La Cour des comptes préconise à la Cnep-banque de «s'appuyer sur son réseau commercial pour développer l'offre de nouveaux produits». (Photo : DR)

gueur réglementaire» et leur gestion et le manque de suivi et de contrôle des projets en partenariat, notamment, du secteur de la formation professionnelle.

Elle a appelé, dans son rapport à définir «avec rigueur les clauses du contrat de management dans le cadre du partenariat des EPE avec les sociétés étrangères et à codifier davantage les conditions d'exercice des activités accessoires des établissements publics de la formation professionnelle pour éviter toute ambiguïté». La Cour des comptes a souligné dans son bilan annuel portant sur la gestion des comptes publics et des actions des comptables publics «l'intérêt de la maturation des projets et de la planification des activités des différents organismes et institutions du pays», évoquant le cas «des projets de transfert, d'adduction et de distribution de l'eau potable inscrits au profit du secteur des ressources en eau, des projets de réalisation et d'équipement d'infrastructures de sport et de loisirs destinés au secteur de la jeunesse et des sports, et des opérations d'équipement, à gestion central-

sée, inscrites pour le compte du centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (Craag)».

«Il faut accorder plus d'intérêt aux études d'avant-projet détaillé, d'assurer la coordination intersectorielle pour lever les contraintes retardant la réalisation des projets hydrauliques, tout en réduisant au minimum les taux de pertes importantes à travers l'achèvement des opérations relatives à la réhabilitation des réseaux de distribution», relève-t-on du même rapport qui a, aussi mis en cause de l'échec de l'économie budgétaire de certains secteurs en matière de gouvernance et de gestion, le non-respect des calendriers de l'exécution des projets qui coûtent une fortune au Trésor public. La réévaluation des projets publics ont coûté plus de 8.900 milliards de dinars aux caisses de l'Etat, pour rappel. Ce qui ne sera plus «autorisé, ni cautionné par les pouvoirs publics». La Cour des comptes a toujours plaidé pour la rigueur et la transparence dans la gestion du budget de l'Etat et des comptes publics, insistant sur l'amélioration de leur

performance et la lutte contre la corruption et la fraude fiscale. Elle a plaidé dans le secteur la jeunesse et des sports le respect «strict» du programme de réalisation des projets, «en prenant des mesures d'urgence à l'effet de mettre en exploitation les infrastructures réalisées et les équipements acquis», a indiqué le même document. Ce dernier a mis l'accent sur l'encadrement «rigoureux» des dépenses locales et urbaines ainsi que le suivi des efforts de gestion des projets de développement des localités, recommandant, dans ce sens, la surveillance «des subventions accordées aux associations locales, de privilégier le règlement amiable des litiges par les collectivités et à mettre en place des programmes annuels et pluriannuels de développement dans le cadre de la réalisation et l'exploitation des biens productifs de revenus par les communes».

Il n'y a pas que du mauvais dans son rapport annuel, la juridiction financière a salué les efforts de redressement des entreprises publiques grâce aux partenariats public-étranger qui ont permis aux «cinq cimenteries ayant statut d'EPE/SPA à savoir, la société des ciments de Hadjar Soud (SCHS), la société des ciments de Sour El Ghozlane (SCSEG), la société des ciments de la Mitidja (SCMI), la Société des ciments de Zahana (SCIZ), ainsi que la société des ciments de Beni-Saf (SCIBS)» d'enregistrer des résultats plutôt positifs, même si les objectifs «contractuels de quatre cimenteries n'ont pas été atteints», a-t-il signalé.

«Ce partenariat a été concrétisé, pour chaque société de ciment, par le biais d'un contrat de cession d'actions, à hauteur de 35% du capital social, adossé à un contrat de délégation du management de la société à la firme étrangère acquéreur des actions», selon un rappel du bilan.

Samira Takharboucht

في قضايا مكافحة الفساد

وزارة المالية تحدد مدونة إيرادات ونفقات صندوق الأموال والأموال المصادرة

المصادرة أو المسترجعة، ومصاريف حراسة وتقييم الأملاك العقارية والمنقولة المصادرة أو المسترجعة، ومصاريف نقل الممتلكات المنقولة المصادرة أو المسترجعة وكذا المصاريف المترتبة عن عمليات البيع المقررة. وتوجه موارد الصندوق أيضا لتسديد المبالغ المستحقة بعنوان تصفية الديون المثقلة على الأملاك المصادرة أو المسترجعة، «لصالح الدائنين بحسن نية».

أما القرار الثاني لوزارة المالية، فيحدد كيفية متابعة وتقييم هذا الصندوق.

ويعتبر هذا القرار، يتم إنشاء لجنة تتكفل بضمان المتابعة والتقييم، وبإعداد حصيلة سنوية لسير هذا الصندوق. وتتشكل اللجنة من الأمين العام للوزارة المكلفة بالمالية رئيسا، وأربعة أعضاء وهم المدير العام للميزانية، والمدير العام للأملاك الوطنية، والمدير العام للخزينة والتسيير المحاسبي لعمليات المالية للدولة، ومدير الوكالة القضائية للخزينة، أين تتولى المديرية العامة للأملاك الوطنية أمانة لجنة المتابعة والتقييم، وتجتمع بناء على استدعاء رئيسها. ويتعين على مصالح المديرية العامة للأملاك الوطنية مراسلة رئيس اللجنة بالوضعية المالية للإيرادات والنفقات المرتبطة بالصندوق المذكور، كل ثلاثة أشهر، كما يرسل رئيس اللجنة من جهته الحصيلة السنوية لسير حساب التخصيص الخاص إلى وزير المالية. وبحسب القرار، تخضع الالتزامات والمدفوعات المستحقة من الصندوق لرقابة هيئات الدولة المؤهلة.

تم تحديد مدونة إيرادات ونفقات الصندوق الخاص بالأموال والأموال المصادرة أو المسترجعة في إطار قضايا مكافحة الفساد وكذا كيفية متابعته وتقييمه، بموجب قرارين لوزارة المالية صدرا في الجريدة الرسمية رقم 96.

ووفقا للقرار الأول، فإن إيرادات هذا الصندوق تتضمن على وجه الخصوص الأموال المصادرة بناء على أحكام قضائية نهائية، وهو ما يشمل الأرصدة الدائنة للحسابات البنكية بالدينار الجزائري، وبالعملة الصعبة مقيدة بالدينار الجزائري. كما يتضمن الأموال المسترجعة من الخارج، مقيدة بالدينار الجزائري.

وتتضمن الإيرادات أيضا ناتج بيع الممتلكات المصادرة بناء على أحكام قضائية نهائية أو المسترجعة، ويشمل ذلك الأموال المقابلة لناتج بيع الممتلكات المملوكة للأشخاص الطبيعيين أو المعنويين، والأموال المقابلة لناتج بيع الممتلكات المنقولة المملوكة للأشخاص الطبيعيين والمعنويين، وناتج بيع الحصص الاجتماعية والأسهم المملوكة للأشخاص الطبيعيين والمعنويين وكذا الأموال المقابلة لفائض القيمة الناتجة عن استغلال الممتلكات والقيم المصادرة، أما فيما يخص النفقات، فإن موارد الصندوق توجه لتسديد المصاريف المتعلقة بتنفيذ إجراءات المصادرة والاسترجاع والبيع، وهو ما يشمل المصاريف القضائية

ومستحقات المتصرفين والمصاريف والأنعاب المرتبطة بالإجراءات القضائية المتخذة أمام الجهات القضائية الأجنبية، ومصاريف إدارة وتسيير الأملاك

عبر موقعه الإلكتروني مجلس المحاسبة ينشر تقريره السنوي

تسيير الوزارات للاعتمادات المخصصة لها بموجب قوانين المالية، يضاف إليها تسع (9) ملخصات حول شروط تنفيذ المخططات البلدية للتنمية بعنوان مساهمة الغرف الإقليمية في أشغال التقرير التقني لمجلس المحاسبة حول المشروع التمهيدي للقانون المتضمن تسوية الميزانية.

تعنن المرودية

كشف مجلس المحاسبة في تقريره السنوي لعام 2021، أن شراكة المؤسسات العمومية الاقتصادية مع الشركات الأجنبية في شعبة صناعة الاسمنت، أدت إلى تحسين مستوى المرودية. ولكنها بالمقابل، لم تسمح بتأهيل أدوات إنتاج شركات الإسمنت المعنية، والاستفادة من خبرة الشركاء الأجانب في التسيير والصناعة في هذا المجال.

تكاليف وأجال إنجازها. إعداد 758 تقرير رقابة خلال سنة 2019 قام مجلس المحاسبة، بموجب تنفيذ برنامج الرقابة لسنة 2019، بإعداد 758 تقرير رقابة، على موقعه الرسمي. وجاء في التقرير "أسفر تنفيذ برنامج الرقابة لسنة 2019، عن 758 تقرير رقابة، تتوزع على 155 تقرير يتعلق بنوعية التسيير و603 تقرير حول مراجعة حسابات التسيير للمحاسبين العموميين". من جانب آخر، أصدر مجلس المحاسبة بمختلف تشكيلاته المداولة، 1 370 عمل ناتج عن ممارسة صلاحياته الإدارية والقضائية على حد سواء. وبالعنوان صلاحياته الإدارية، صادق مجلس المحاسبة على 201 عمل يتعلق بـ 137 مذكرة تقييم حول شروط تسيير الهيئات التي تمت مراقبتها، مرفقة بالتوصيات المناسبة للمسيرين المعنيين. كما تتعلق أيضا بـ 31 مذكرة قطاعية حول

أعلن مجلس المحاسبة، الثلاثاء، عن النشر الكلي لتقريره السنوي لعام 2021، على موقعه الإلكتروني، "طبقا لأحكام المادة 199 من الدستور"، حسبما أفاد به بيان لمجلس المحاسبة. يتضمن التقرير السنوي المعايير والملاحظات والتقييمات الرئيسية الناجمة عن أشغال تحريات مجلس المحاسبة، مرفقة بالتوصيات التي يرى أنه يجب تقديمها للمسيرين.

إنضاج المشاريع وتخطيط الأنشطة

أكد مجلس المحاسبة في تقريره، ضرورة إنضاج المشاريع قبل إطلاقها والتخطيط الجيد المسبق للأنشطة على مستوى جميع مؤسسات وهيئات البلاد. وجاء في التقرير: "يعيد مجلس المحاسبة تسجيل معانياته السابقة بخصوص عدم التحكم في تصميم وتنفيذ مختلف برامج التجهيز العمومية، والذي كان دوما سببا في تجاوز

في إطار صندوق الأموال والأموال المصادرة وزارة المالية تعزز مدونة قضايا مكافحة الفساد

تم تحديد مدونة إيرادات ونفقات الصندوق الخاص بالأموال والأموال المصادرة أو المسترجعة في إطار قضايا مكافحة الفساد، وكذا كفاءات متابعته وتقييمه، بموجب قرارين لوزارة المالية صدرا في الجريدة الرسمية رقم 96. وفقا للقرار الأول، فإن إيرادات هذا الصندوق تتضمن على وجه الخصوص الأموال المصادرة بناء على أحكام قضائية نهائية، وهو ما يشمل الأرصدة الدائنة للحسابات البنكية بالدينار الجزائري، وبالعملة الصعبة مقيّدة بالدينار الجزائري. كما يتضمن الأموال المسترجعة من الخارج، مقيّدة بالدينار الجزائري.

155 تقرير يتعلق بنوعية التسيير و603 حول مراجعة حسابات التسيير للمحاسبين العموميين

مجلس المحاسبة يعد 758 تقرير رقابة حول التسيير

قام مجلس المحاسبة، بموجب تنفيذ برنامج الرقابة لسنة 2019، بإعداد 758 تقرير رقابة، حسبما أفاد به التقرير السنوي للمجلس الذي نشره على موقعه الرسمي.



■ لواء، حرز لاوي

كتابة الضبط لمجلس المحاسبة، من بينها 964 قرارا مؤقتا و166 قرارا نهائيا و7 قرارات مراجعة. وقدر المبلغ الإجمالي للقرارات التي تم النطق بها بأكثر من 4 ملايين دج، حسب التقرير السنوي للمجلس.

تنفيذ 797 عملية رقابية خلال 2019

وحسب وثيقة مجلس المحاسبة، فإن إعداد هذه التقارير هو ثمرة لتنفيذ 797 عملية رقابية من أصل 856 عملية مسجلة أي بنسبة التزام تقدر بـ 93 بالمائة. وتتوزع هذه العمليات على 664 عملية تخص مراجعة الحسابات، و145 عملية تخص رقابة نوعية التسيير، منها 113 رقابة عضوية و32 رقابة موضوعائية و47 عملية تتعلق بإعداد التقارير التقديمي حول المشروع التمهيدي المتضمن قانون تسوية الميزانية. وتغطي هذه العمليات على حد سواء القطاع الإداري الخاضع لقواعد المحاسبة العمومية (الوزارات والهيئات الوطنية والمصالح غير المركزية للدولة والجماعات المحلية والمؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري...) والقطاع الاقتصادي الخاضع لقواعد المحاسبة التجارية (المؤسسات الاقتصادية العمومية والصناعية والتجارية...).

وأشار التقرير إلى أنه نظرا لاتساع نطاق اختصاصاته الذي يغطي مجمل الهيئات الإدارية والاقتصادية، المعولة كلياً أو جزئياً من الأموال العمومية، اعتمد مجلس المحاسبة على منهجية تسمح له بتحسين أدائه وفعالية أعماله الرقابية بفضل الاستعمال المتوازن

لمراجعة حسابات التسيير المحاسبين العموميين، منها 311 قرارا مؤقتا و776 قرارا نهائيا تتوزع بين 721 قرار ابراء و55 قرار وضع في حالة مدين تقحم المسؤولية الشخصية والمالية للمحاسبين العموميين الممنين بمبلغ إجمالي يفوق 676,6 مليون دج. كما أفاد التقرير بأنه تم إصدار 11 قرار مراجعة لقرارات نهائية تتعلق بمراجعة حسابات التسيير.

وأصدر المجلس، في نفس الإطار 41 تقريراً تفصيلياً من أجل إخطار غرفة الانضباط في مجال تسيير الميزانية المالية، تتضمن وثائق من شأنها أن تشكل مخالفات لقواعد تسيير الميزانية والمالية المحددة في المادتين 88 و91 من الأمر رقم 95 - 20 المؤرخ في 17 يوليو سنة 1995، المعدل والمتمم.

كما أوردت ذات الوثيقة أن 7 قرارات صدرت من طرف غرفة الانضباط في مجال تسيير الميزانية والمالية ضد الأمرين بالصرف والمسيرين الذين تصرفوا خرقاً لأحكام التشريعية والتنظيمية التي تسري على استعمال وتسيير الأموال والوسائل العمومية، وتتوزع هذه القرارات بين واحد (1) يتضمن قرار إبراء وستة (6) قرارات تتضمن عقوبات بقرارات.

ويقدر المبلغ الإجمالي للقرارات التي تم النطق بها بـ 755 000 دج، حسب تقرير مجلس المحاسبة.

إضافة إلى ذلك، تم إصدار 23 تقريراً تفصيلياً يتضمن وثائق قابلة للوصف الجزائي موجهة للإرسال إلى النواب العامين المختصين إقليمياً.

علاوة على ذلك، أشار المجلس في تقريره إلى أنه في مجال تقديم الحسابات، أصدر مجلس المحاسبة 137 قراراً ضد الأمرين بالصرف والمحاسبين العموميين

■ وجاء في التقرير "أسفر تنفيذ برنامج الرقابة لسنة 2019، عن 758 تقرير رقابة، تتوزع على 155 تقرير يتعلق بنوعية التسيير و603 تقرير حول مراجعة حسابات التسيير للمحاسبين العموميين".

من جانب آخر، أصدر مجلس المحاسبة بمختلف تشكيلاته المدولة، 1370 عمل ناتج عن ممارسة صلاحياته الإدارية والقضائية على حد سواء. وبعنوان صلاحياته الإدارية، صادق مجلس المحاسبة على 201 عمل يتعلق بـ 137 مذكرة تقييم حول شروط تسيير الهيئات التي تمت مراقبتها، مرفقة بالتوصيات المناسبة للتسيير المعنيين.

كما تتعلق أيضاً بـ 31 مذكرة قطاعية حول تسيير الوزارات للاعتمادات المخصصة لها بموجب قوانين المالية، يضاف إليها تسع (9) ملخصات حول شروط تنفيذ المخططات البلدية للتنمية بعنوان مساهمة الغرف الإقليمية في أشغال التقرير التقديمي لمجلس المحاسبة حول المشروع التمهيدي لقانون المتضمن تسوية الميزانية.

وأعد المجلس كذلك 23 رسالة لرؤساء الغرف، موجهة لمسيري الهيئات المعنية من أجل اتخاذ الإجراءات التي يقرضها التسيير السليم للمالية العمومية أو بهدف استرجاع مبالغ مقبوضة بصفة غير قانونية أو التي تبقى مستحقة للخزينة العمومية بكل الطرق القانونية.

كما أعدت ذات الهيئة مذكرة استعمالية موجهة للسلطات الوضعية من أجل اتخاذ الإجراءات التي يقرضها التسيير السليم للمالية العمومية.

أما في مجال ممارسة صلاحياته القضائية، فقد أصدر مجلس المحاسبة

مجلس المحاسبة ينشر تقريره السنوي لعام 2021

نقائص في تسيير المشاريع العمومية وفي الشراكة مع الأجانب

نشر مجلس المحاسبة أول أمس، تقريره السنوي لعام 2021، ضمنه المعينات والملاحظات والتقييمات التي وقف عليها أثناء تحرياته وأرفقها بتوصيات ارتأى تقديمها للجهات المعنية والمختصة.

ح.ح

لاسترجاع مبالغ مقبوضة بمسقة غير قانونية أو التي تبقى مستحقة للخزينة العمومية، فضلا عن اعداد منكرة استعجالية موجهة للسلطات الوصية من أجل اتخاذ الإجراءات التي يفرضها التسيير السليم للمالية العمومية.

أما في مجال ممارسة صلاحياته القضائية، فقد أصدر المجلس 1169 قرار بينها 1087 قرار يخص مراجعة حسابات التسيير المحاسبين العموميين، منها 311 قرار مؤقت و776 قرار نهائي بمبلغ إجمالي يفوق 676.6 مليون دينار.

كما تم إصدار 11 قرار مراجعة لقرارات نهائية تتعلق بمراجعة حسابات التسيير و41 تقريرا تفصيليا من أجل إخطار غرفة الانتداب في مجال تسيير الميزانية والمالية، إضافة إلى 7 قرارات صدرت من طرف غرفة الانتداب في مجال تسيير الميزانية والمالية ضد الأمرين بالمصرف والمسربين الذين تصرفوا خرقا للأحكام التشريعية والتنظيمية بقرارات تصل إلى 755 ألف دينار.

كما أصدر المجلس، 23 تقريرا تفصيليا تضمنت وقائع قابلة للوصف الجزائي، موجهة للإرسال إلى النواب العامين، المختصين إقليميا.

وأكد مجلس المحاسبة، ضرورة إنضاج المشاريع قبيل إطلاقها والتخطيط الجيد المسبق للأشطة على مستوى جميع مؤسسات وهيئات البلاد.

وبالنسبة لتقييم شراكة المؤسسات العمومية الاقتصادية مع الشركات الأجنبية، أكد المجلس على وجوب تحديد صرام لبتود عقد التسيير مع نظام مناسب لمكافأة الشريك أو المسير المتعاقد معه مشددا على أهمية إدخال

في عقود الشركة و/أو التسيير البند المتعلق بتحويل المعرفة والتجربة التكنولوجية التي تمثل سمعة الشريك المسير.



المردودية، لكنها لم تسمح بتأهيل أدوات إنتاج الشركات والاستفادة من خبرة الشركاء الأجانب في التسيير والصناعة، مرجعا ذلك إلى "النقائص التي ميزت إعداد عقود تفويض التسيير" ونقص التكوين".

وقام مجلس المحاسبة بإعداد 758 تقرير رقابة 155 منها يخص نوعية التسيير و603 تقرير حول مراجعة حسابات التسيير للمحاسبين العموميين، حيث تم إصدار 1370 عمل ناتج عن ممارسة صلاحياته الإدارية والقضائية.

وصادق في سياق ذلك على 201 عمل يتعلق ب137 منكرة تقييم حول شروط تسيير الهيئات التي تمت مراقبتها، مرفقة بالتوصيات المناسبة للمسربين المعنيين و31 منكرة قطاعية حول تسيير الوزارات للاعتمادات المخصصة لها

بموجب قوانين المالية، يضاف إليها 9 ملخصات حول شروط تنفيذ المخططات البلدية للتنمية بعنوان مساهمة الغرف الإقليمية.

كما أعد المجلس 23 رسالة لرؤساء الغرف تخص مسيري الهيئات المعنية بهدف اتخاذ الإجراءات التي يفرضها التسيير السليم للمالية العمومية أو

للحظيرة العقارية للبلديات الموجهة لتحسين الإطار المعيشي للمواطنين إلى جانب نقاط الضعف التي تطع إنجاز وتسيير المطاعم المدرسية والأماكن العقارية المنتجة للمداخل.

وبالنسبة للمرفق والمؤسسات العمومية أبرز التقرير العديد من أوجه التقصير التي ميزت تنفيذ بعض البرامج والتدابير التي بادرت بها السلطات العمومية والتي كان لها تأثير سلبي على أدائها وبلوغ الأهداف المسطرة لها.

وأشار إلى أن المعينات المسجلة تنطبق على المؤسسات العمومية الاقتصادية التابعة للمجمع الصناعي لإسمنت الجزائر والصدوق الوطني للتوفير والاحتياط. بنك ومؤسستي "تات كوم" و"اكسترات"، إلى جانب المؤسسات العمومية للتكوين التابعة لقطاع التكوين المهني.

وكشف المجلس، أن شراكة المؤسسات العمومية الاقتصادية مع الشركات الأجنبية في شعبة صناعة الاسمنت أدت إلى تحسين مستوى

وتضمن التقرير الذي جاء في 17 منكرة أهم النتائج المستخلصة من عمليات التدقيق المنجزة تنفيذيا لبرنامج المجلس السنوي لسنة 2019، إلى جانب إصداره 344 توصية لتعزيز آليات الرقابة الداخلية وإرساء تسيير سليم وفعال للأموال والممتلكات، بالإضافة إلى ردود المسؤولين والممثلين القانونيين وسلطات الوصاية المعنية التي أرسلت إليها منكرات الإبراج في ظل احترام الإجراء الحضور.

وتضمن التقرير أربعة فصول خصصها لإدارات الدولة والجماعات المحلية والمناطق والمؤسسات العمومية وكذا المعرض الوسائل المالية والموارد البشرية والنشاطات الدولية لمجلس المحاسبة.

وأكد المجلس بخصوص إدارات الدولة، على عدم التحكم في تصميم وتنفيذ مختلف برامج التجهيز العمومية والذي كان دوما سببا في تجاوز تكاليف وإجالات إنجازها. ويذكر أن الأمر يتعلق بمشاريع تحويل وجرود وتوزيع المياه الصالحة للشرب المسجلة لفائدة قطاع الموارد المائية، ومشاريع إنجاز وتجهيز المنشآت الرياضية والتنشئة المخصصة لقطاع الشباب والرياضة بالإضافة إلى عمليات التجهيز المسيرة مركزيا، والمسجلة لفائدة مركز البحث في علم الفلك والفيزياء الفلكية والجيوفيزياء.

وتم التركيز في مجال الجماعات المحلية على المجهودات التي يتعين بذلها من أجل تكفل أفضل ببعض المرافق العمومية البلدية، على غرار المساحات الخضراء في الوسط العمراني والإتارة العمومية والاختلالات المسجلة في إدارة وتنفيذ برامج التحسين العمراني وإعادة الاعتبار

إنشاء لجنة خاصة لإعداد حصيلة سنوية

مدونة لتسيير إيرادات ونفقات صندوق "الأموال المنهوبة"

• توجيه موارد من الصندوق لتسديد المبالغ المستحقة بعنوان تصفية الديون
• تسديد مصاريف تنفيذ إجراءات المصادرة والاسترجاع والبيع من إيرادات الصندوق

حدّدت وزارة المالية، مدونة إيرادات ونفقات الصندوق الخاص بالأموال والأموال المصادرة أو المسترجعة في إطار قضايا مكافحة الفساد وكذا كفاءات متابعته وتقييمه، بموجب قرارين صادرين في العدد الأخير من الجريدة الرسمية.

س - س



للأملاك الوطنية، والمدير العام للخزينة والتسيير المحاسبي لعمليات المالية للدولة، ومدير الوكالة القضائية للخزينة، حيث تتولى المديرية العامة للأملاك الوطنية أمانة لجنة المتابعة والتقييم، وتجتمع بناء على استدعاء رئيسها.

ويتعين على مصالح المديرية العامة للأملاك الوطنية مراراً إرسال رئيس اللجنة بالوضع المالية للإيرادات والنفقات المرتبطة بالصندوق المذكور، كل ثلاثة أشهر، كما يرسل رئيس اللجنة من جهته الحصيلة السنوية لتسيير حساب التخصيص الخاص إلى وزير المالية. وبحسب القرار، تخضع الالتزامات والمدفوعات المستحقة من الصندوق لرقابة هيئات الدولة المؤهلة.

المنقولة المصادرة أو المسترجعة وكذا المصاريف المترتبة عن عمليات البيع المقررة.

وتوجه موارد الصندوق أيضاً لتسديد المبالغ المستحقة بعنوان تصفية الديون المثقلة على الأملاك المصادرة أو المسترجعة، لصالح الدائنين بحسن نية. أما القرار الثاني لوزارة المالية، فيحدد كفاءات متابعة وتقييم هذا الصندوق، إذ بموجبه يتم إنشاء لجنة تتكفل بضمان المتابعة والتقييم، وإعداد حصيلة سنوية لتسيير هذا الصندوق.

وتتشكل اللجنة من الأمين العام لوزارة المالية بالمالية رئيساً، وأربعة أعضاء وهم المدير العام للميزانية، والمدير العام

ووفقاً للقرار الأول، فإن إيرادات هذا الصندوق تتضمن على وجه الخصوص الأموال المصادرة بناء على أحكام قضائية نهائية، وهو ما يشمل الأرصدة الدائنة للحسابات البنكية بالدينار الجزائري، وبالعملة الصعبة مقيدة بالدينار الجزائري، كما يتضمن الأموال المسترجعة من الخارج، مقيدة بالدينار الجزائري.

وتتضمن الإيرادات أيضاً ناتج بيع الممتلكات المصادرة بناء على أحكام قضائية نهائية أو المسترجعة، ويشمل ذلك الأموال المقابلة لناتج بيع الممتلكات المملوكة للأشخاص الطبيعيين أو المعنويين، والأموال المقابلة لناتج بيع الممتلكات المنقولة المملوكة للأشخاص الطبيعيين والمعنويين، وناتج بيع الحصص الاجتماعية والأسهم المملوكة للأشخاص الطبيعيين والمعنويين وكذا الأموال المقابلة لفائض القيمة الناتجة عن استغلال الممتلكات والقيم المصادرة.

أما فيما يخص النفقات، فإن موارد الصندوق توجه لتسديد المصاريف المتعلقة بتنفيذ إجراءات المصادرة والاسترجاع والبيع، وهو ما يشمل المصاريف القضائية ومستحقات المتصرفين والمصاريف والأتعاب المرتبطة بالإجراءات القضائية، المتخذة أمام الجهات القضائية الأجنبية، ومصاريف إدارة وتسيير الأملاك المصادرة أو المسترجعة، ومصاريف حراسة وتقييم الأملاك العقارية والمنقولة المصادرة أو المسترجعة، ومصاريف نقل الممتلكات

وزارة المالية تحدد دور مدونة للأموال المسترجعة في قضايا مكافحة الفساد

الحكومة تضع خطة لاسترجاع أموال "العصابة"

حددت الحكومة خطة العمل من الناحية القانونية والتنظيمية التي تهدف إلى استرجاع الأموال ضمن ما يعرف بـ"قضايا مكافحة الفساد" في إطار العمل القضائي الذي باشرته أجهزة العدالة منذ أزيد من سنتين، باعتبارها أحد أهم القضايا التي أسالت الكثير من الحبر وعكست علامات استفهام حول مصير هذه الكتل المالية الضخمة وطريقة استعادتها على خلفية محاسبة وإدانة المسؤولين عليها.

بعنوان تصفية الديون المثقلة على الأملاك المصادرة أو المسترجعة "لصالح الدائنين بحسن نية"، أما القرار الثاني لوزارة المالية فيحدد كيفية متابعة وتقييم هذا الصندوق.

ويموجب هذا القرار، يتم إنشاء لجنة تتكفل بضمان المتابعة والتقييم وإعداد حصيلة سنوية لسير هذا الصندوق، مشيرا إلى أن اللجنة تتشكل من الأمين العام للوزارة المكلفة بالمالية رئيسا، وأربعة أعضاء وهم المدير العام للميزانية، والمدير العام للأملاك الوطنية والمدير العام للخزينة والتسيير المحاسبي لعمليات المالية للدولة، ومدير الوكالة القضائية للخزينة، حيث تتولى المديرية العامة للأملاك الوطنية أمانة لجنة المتابعة والتقييم، وتجتمع بناء على استدعاء رئيسها.

ويتعين على مصالح المديرية العامة للأملاك الوطنية مراسلة رئيس اللجنة بالوضعية المالية للإيرادات والنفقات المرتبطة بالصندوق المذكور، كل ثلاثة أشهر، كما يرسل رئيس اللجنة من جهته الحصيلة السنوية لسير حساب التخصيص الخاص إلى وزير بالمالية، وحسب القرار، تخضع الالتزامات والمدفوعات المستحقة من الصندوق لرقابة هيئات الدولة المؤهلة. س. ب



صورة رمزية، أ. ب. ب.

القضائية المتخذة أمام الجهات القضائية الأجنبية، ومصاريف إدارة وتسيير الأملاك المصادرة أو المسترجعة، ومصاريف حراسة وتقييم الأملاك العقارية والمنقولة المصادرة أو المسترجعة، ومصاريف نقل الممتلكات المنقولة المصادرة أو المسترجعة وكذا المصاريف المترتبة عن عمليات البيع المقررة.

وذكر القرار من الناحية المقابلة أن موارد الصندوق توجه لتسديد المبالغ المستحقة

الاجتماعية والأسهم المملوكة للأشخاص الطبيعيين والمعنويين وكذا الأموال المقابلة لفائض القيمة الناتجة عن استغلال الممتلكات والقيم المصادرة.

أما فيما يخص النفقات، فإن موارد الصندوق توجه لتسديد المصاريف المتعلقة بتنفيذ إجراءات المصادرة والاسترجاع والبيع، وهو ما يشمل المصاريف القضائية ومستحقات المتصرفين والمصاريف والأتعاب المرتبطة بالإجراءات

سعيد بشار

● ضمن هذا المنظور، حدد قراران لوزارة المالية حملا توقيع الوزير الأول وزير المالية، أيمن بن عبد الرحمن، مدونة إيرادات ونفقات الصندوق الخاص بالأموال والأملاك المصادرة أو المسترجعة في إطار قضايا مكافحة الفساد، وكذا كيفية متابعته وتقييمه، نشرها في الجريدة الرسمية في العدد الحامل رقم 96.

ووفقا للقرار الأول، فإن إيرادات هذا الصندوق تتضمن على وجه الخصوص الأموال المصادرة بناء على أحكام قضائية نهائية، وهو ما يشمل الأرصدة الدائنة للحسابات البنكية بالدينار الجزائري، وبالعملة الصعبة مقيدة بالدينار الجزائري، كما يتضمن الأموال المسترجعة من الخارج مقيدة بالدينار الجزائري.

وتتضمن الإيرادات أيضا، حسب المادة الثانية من القرار، نتائج بيع الممتلكات المصادرة بناء على أحكام قضائية نهائية أو المسترجعة ضمن نفس التوجهات، ويشمل ذلك الأموال المقابلة لنتائج بيع الممتلكات المملوكة للأشخاص الطبيعيين أو المعنويين، والأموال المقابلة لنتائج بيع الممتلكات المنقولة المملوكة للأشخاص الطبيعيين والمعنويين، ونتاج بيع الحصص

يحتوي على أربعة فصول

مجلس المحاسبة ينشر تقرير 2021

أعلن مجلس المحاسبة عن النشر الكلي لتقريره السنوي لعام 2021، على موقعه الإلكتروني. ويأتي نشر هذا التقرير "طبقاً لأحكام المادة 199 من الدستور"، حسبما أفاد به بيان لمجلس المحاسبة.

لشرب المسجلة لفائدة قطاع الموارد المائية، ومشاريع إنجاز وتجهيز المنشآت الرياضية والتسليبية المخصصة لقطاع الشباب والرياضة، بالإضافة إلى عمليات التجهيز المسيرة مركزياً، والمسجلة لفائدة مركز البحث في علم الفلك والفيزياء الفلكية والجيوفيزياء.

ويخصوص الجماعات المحلية، تم التركيز على المجهودات التي لا يزال يتعين بذلها من أجل التكفل الأفضل ببعض المرافق العمومية البلدية، على غرار المساحات الخضراء في الوسط العمراني والإنارة العمومية والاختلالات المسجلة في إدارة وتنفيذ برامج التحسين العمراني، وإعادة الاعتبار للحظيرة العقارية للبلديات الموجهة لتحسين الإطار المعيشي للمواطنين، إلى جانب نقاط الضعف التي تطبع إنجاز وتسيير المطاعم المدرسية والأملاك العقارية المنتجة للمداخيل.



مبنى مجلس المحاسبة

المحلية، والمرافق والمؤسسات العمومية، وكذا العرض الوسائل المالية والموارد البشرية والنشاطات الدولية لمجلس المحاسبة.

ففي مجال إدارات الدولة، أعاد مجلس المحاسبة تسجيل معانياته السابقة بخصوص عدم التحكم في تصميم وتنفيذ مختلف برامج التجهيز العمومية، والذي كان دوماً سبباً في تجاوز تكاليف وأجال إنجازها، ويتعلق الأمر بمشاريع تحويل وجرّد وتوزيع المياه الصالحة

والممتلكات، والتي يرى مجلس المحاسبة أنه يجب تقديمها للسلطات العمومية، بالإضافة إلى ردود المسؤولين والممثلين القانونيين وسلطات الوصاية المعنية التي أرسلت إليها منكرات الإدراج، في ظل احترام الإجراءات الحضوري، حيث أدرجت الردود كما وردت من المسيرين أو ممثلي الهيئات المعنية.

ويحتوي هذا التقرير على أربعة فصول، مخصصة على التوالي لإدارات الدولة، والجماعات

● يتضمن التقرير السنوي المعايينات والملاحظات والتقييمات الرئيسية الناجمة عن أشغال تحريات مجلس المحاسبة، مرفقة بالتوصيات التي يرى أنه يجب تقديمها للمسيرين.

وأكد المجلس في بيانه أن نشر التقرير السنوي، الذي أصبح تقليداً، يعد مساهمة في ترقية الشفافية في التسيير العمومي وحسن استعمال الأموال العمومية. ويتضمن التقرير 17 مذكورة تحتوي على أهم النتائج المستخلصة من أشغال التدقيقات المنجزة تنفيذاً لبرنامج المجلس السنوي لسنة 2019، والتي توضح المعايينات والملاحظات والتقييمات الأساسية المتعلقة بشروط تسيير الموارد المالية والوسائل المادية والأموال العمومية من قبل الجهات التي خضعت للرقابة.

كما يتضمن التقرير 34 توصية تهدف لتعزيز آليات الرقابة الداخلية وإرساء تسيير سليم وفعال للأموال



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Maïki, Benaknoun - Alger

البنوك والبنوك والبنوك - الجزائر
وزارة المالية الجزائرية